

Dépêche AEF : Plus de 80 dirigeants d'établissements du supérieur signent un appel pour former les étudiants aux enjeux climatiques

Plus de 80 dirigeants d'établissements du supérieur signent un appel pour former les étudiants aux enjeux climatiques

Les Ponts, HEC, Polytechnique, Sciences Po, l'Essec, l'université de Lille, Paris-Saclay, Dauphine... Plus de 80 dirigeants d'établissements d'enseignement supérieur mais aussi 1 000 enseignants-chercheurs (1) appellent "à former tous les étudiants aux enjeux écologiques et climatiques", dans une [tribune](#) diffusée le 14 septembre 2019 dans le *JDD*. Ils demandent que l'État alloue pour cela les "moyens nécessaires". Les signataires constatent notamment que "moins d'un quart des formations abordent le sujet" des enjeux climatiques et énergétiques.



Pixabay

"La place accordée à l'enseignement des enjeux climatiques et énergétiques dans les formations du supérieur en France est encore très insuffisante – moins d'un quart des formations abordent le sujet, selon une étude du [think tank] Shift Project (lire sur AEF info [ici](#) et [ici](#)) portant sur 34 établissements du supérieur. Seule une fraction aborde le sujet de manière systématique", écrivent plus de 80 dirigeants d'établissement d'enseignement

supérieur et 1 000 enseignants-chercheurs, dans un appel diffusé dans le *JDD* le 14 septembre 2019, intitulé "Formons tous les étudiants aux enjeux climatiques".

peu de présidents d'université signataires

Ce sont majoritairement des dirigeants de grandes écoles d'ingénieurs et de commerce qui ont signé cet appel, parmi lesquels : Marc Mézard (ENS Ulm), Sophie Mougard (ENPC), Laurent Champaney (DG des Arts et métiers), Tawhid Chtioui (EMLyon), Jean-François Fiorina (GEM), Vincenzo Esposito Vinzi (Essec), Éric Labaye, (École polytechnique), Vincent Lafèche (Mines ParisTech), Emmanuel Métais (Edhec), Frédéric Mion (Sciences Po Paris), Philippe Choquet (UniLaSalle), Yves Poilane (Télécom Paris), Arnaud Poitou (Centrale Nantes), Gilles Trystram (AgroParisTech) ou encore Eloïc Peyrache (HEC).

On dénombre huit présidents d'université parmi les signataires : David Alis (Rennes-I), Joël Alexandre (Rouen), Jean-Christophe Camart (Lille), François Germinet (Cergy-Pontoise), Patrick Gilli (Montpellier-III), Isabelle Huault (Paris-Dauphine), Sylvie Retailleau (Paris-Saclay), Alain Sarfati (Paris-Sud).

"Cette situation doit changer radicalement, aucun étudiant, quel que soit son âge, ne doit pouvoir valider une formation dans l'enseignement supérieur sans avoir compris les causes, les conséquences du changement climatique et travaillé, à son niveau, à l'identification de solutions possibles", affirment les dirigeants d'établissement dans leur appel. Ils estiment que "la récente mobilisation des étudiants, massive et sans précédent, appelle une réponse académique profonde". "Leur inquiétude est immense, et elle est légitime", écrivent-ils.

Allouer les moyens nécessaires

Ils demandent ainsi à l'État, et en particulier au MESRI, d' "initier une stratégie de transition de l'enseignement supérieur positionnant le climat comme l'urgence première", et d' "allouer les moyens nécessaires". D'après eux, "les enseignants et directions préoccupés par ces enjeux sont aujourd'hui nombreux à être moteurs, mais se trouvent confrontés à des freins administratifs et disciplinaires. Sans impulsion de la part de l'État, la portée de la mobilisation du supérieur restera limitée, et dépendante de la bonne volonté d'acteurs isolés et souvent démunis", craignent-ils.

L'UNI opposée aux cours obligatoires pour enseigner les changements climatiques

Selon le [JDD](#) toujours, trois députés – Delphine Batho, Matthieu Orphelin et Cédric Villani – "achèvent l'écriture d'une proposition de loi pour généraliser l'enseignement des enjeux liés aux changements climatiques". Dans un communiqué diffusé le 16 septembre 2019, l'UNI réagit : "L'écologie est aujourd'hui un sujet majeur, mais cette idée de 'cours obligatoires' semble une fois de plus être bien loin des missions de l'enseignement supérieur qui sont : la transmission des savoirs, la recherche et l'insertion professionnelle de ses diplômés." Le syndicat ajoute que "cette vision de 'cours obligatoires' va décourager les étudiants et pourrait même faire l'effet inverse dans la mesure où ces cours n'auront aucun lien avec les cursus des étudiants".

"Qui pourra dispenser ces cours ?", s'interroge en outre l'UNI. "Il n'y a pas aujourd'hui de

licence en réchauffement climatique ou de master en urgence climatique... Avec quels moyens financiers pourra-t-on donner ces cours ? Les établissements manquent déjà de salles de cours et des moyens nécessaires pour mettre en place les dernières réformes (Parcoursup, 'oui si', professionnalisation du 1er cycle, etc.)", estime le syndicat.

Pour l'UNI, "si des moyens humains et financiers doivent être mis en place pour sensibiliser les étudiants à l'écologie, cela doit être sur la recherche. En effet, c'est seulement par une recherche efficace et non dogmatique que nous pourrions travailler sur les nouvelles technologies qui permettront de mieux prendre en compte notre environnement", écrit-il.

(1) 7708 acteurs de enseignement supérieur ont signé l'appel en tout : VP, responsables pédagogiques, administratifs, etc.